



MECANISME POUR L'INITIATIVE  
DE LA RECHERCHE DE LA PAIX  
LE DEVELOPPEMENT

Bujumbura, le 16 mai 2015

**Les obstacles majeurs au processus électoral au Burundi**

Nous sommes très heureux de votre préoccupation sur les questions du Burundi pour contribuer à la résolution de la crise politique actuelle qui prévaut dans le pays. Cependant, le MI-RPD comme une organisation sur le terrain, nous estimons que les élections ne constituent pas un problème urgent au Burundi. Il est plutôt important de chercher les voies et moyens qui permettront le pays de sortir de l'actuelle crise afin de recouvrer la paix et la sécurité.

Il y a plusieurs indicateurs qui montrent qu'au Burundi les élections devraient être reportées notamment :

1. Les manifestations publiques répétitives contre le troisième mandat de Pierre Nkurunziza qui continuent de prendre une grande ampleur. Il est clair que ces manifestations continuent d'autant plus que la population continue à descendre dans les rues et les gens continuent de mourir. A titre exemplatif, vendredi le 15 Mai 2015, plus de 3 personnes ont été tués dans la ville de Bujumbura et une attaque a été perpétrée par la police à l'hôpital Bumerec pourchassant ceux qui ont été blessés lors des combats qui ont opposés les putschistes et loyalistes en date du 14/5/2015.
2. La tentative ou montage de coup d'Etat imputée à la population qui a fait les manifestations avec un groupe de militaires. Deux tendances se développent autour de cette tentative où certains disent que le coup d'Etat serait préparé par le président lui-même dans le but d'arrêter les manifestations et comme moyen de légitimer son troisième mandat ainsi

qu'empêcher l'aboutissement du sommet de Dar es Salam tandis que d'autres arguent en disant que le coup a été préparé par les manifestants.

3. Les organes burundais de sécurité (l'armée et la police) sont divisés et cela se manifestant dans le fait qu'elles se sont rentrées dedans lors des manifestations qui viennent de se dérouler ainsi que la tentative de coup d'état du 13/05/2015 où beaucoup de morts ont été enregistrés des deux cotés.
4. La mise en garde de l'Eglise catholique contre le gouvernement de démissionner de la commission électorale indépendante (CENI) dans son préavis de cinq jours à moins que la constitution et les accords d'Arusha soient respectés. Cela peut entraîner le démantèlement de tout le système électoral étant donné que la majorité des responsables de cette institution sont issus de l'Eglise catholique que ce soit au niveau provincial ou communal.
5. Les candidats qui voulaient se présenter aux présidentiels de 2015 n'ont pas tous déposé leurs candidatures suite au non respect de la constitution et de l'accord d'ARUSHA.
6. Les bailleurs de fonds dont certains pays membres de l'Union Européenne qui viennent d'annoncer qu'ils arrêtent les aides allouées aux élections de 2015 qui représentaient plus de 80%.
7. Le troisième mandat du président Nkurunziza qui est toujours un sujet de controverse quoique les conseils soient venus de partout tant de l'intérieur que de l'extérieur lui montrant les conséquences que présenterait sa présentation du troisième mandat. Notons que les retombées néfastes se font déjà remarquer où plus de 30 personnes ont déjà perdu leur vie avec plus de 50.000 personnes vivant dans des conditions misérables dans les pays voisins où ils se sont réfugiés.
8. Cinq radios et deux chaînes de télévision privées viennent d'être brûlées et la grande question est comment les élections se passeraient sans que les événements soient médiatisés ou qu'ils le soient au moyen de la seule radio télévision gouvernementale.
9. Le réseau des organisations de la société civile qui s'occupe du monitoring des élections COSOME vient d'annoncer qu'il se retire de l'observation de ces élections à moins que l'échéance électorale soit

remise a plus tard et que la constitution et l'accord d'Arusha soient respectés.

10. La situation d'insécurité qui prévaut dans le pays qui ne peut pas permettre que tous les politiciens atteignent toutes les communes du pays pour des campagnes électorales. En effet, si Bujumbura qui est à la fois la capitale politique et économique et qui est considéré comme le cœur de la nation connaît une situation d'insécurité, tout le pays est affecté et toute la vie est paralysée.

Tous ces indicateurs font penser à la probabilité d'un vide institutionnel qui pourrait conduire le pays à un gouvernement de transition.

Aussi, le risque est grand qu'un régime autoritaire s'installe dans le pays suite à la tentative ou au montage de coup d'état qui vient d'avoir lieu, dans l'espoir de protéger les présentes institutions.

C'est ainsi que le MI-RPD exhorte la communauté internationale à prendre des mesures urgentes pour sauver le Burundi.

En conclusion, nous demanderions à tous ceux qui s'intéressent à la question burundaise et qui ont le souci que les conflits actuels soient résolus de faire un plaidoyer pour que la situation se normalise.

Que la communauté est africaine s'implique plus au retour de la paix et de la sécurité étant donné que la question burundaise revêt un caractère régional.

Que l'Union Africaine et les Nations Unies prennent des mesures de nature à faciliter le report des élections au Burundi afin qu'elles soient transparentes et confiantes.

**Pour le MI-RPD**

Jean Claude SINZINKAYO

Coordinateur National